

Soutenir la communauté

Contre l'impact négatif de la privatisation et des déficits de financement sur les personnels de soutien à l'éducation

Lucas Cone & Anja Giudici ■ mai 2024

Résumé exécutif

Les personnels de soutien à l'éducation (PSE) jouent un rôle central dans la réalisation d'une éducation inclusive et de qualité pour tou·te·s - un engagement repris dans l'objectif de développement durable n° 4 des Nations Unies.

Au cours des dernières décennies, le nombre et le rôle du personnel administratif et de bureau, des bibliothécaires, du personnel en charge de l'alimentation et de la nutrition, du personnel de sécurité et des transports, ainsi que d'autres fonctions de soutien dans les écoles, ont augmenté parallèlement aux efforts visant à étendre à tou·te·s un enseignement primaire et secondaire de qualité. Entre autres choses, les PSE jouent un rôle essentiel en garantissant que les étudiant·e·s reçoivent un soutien financier, sont nourris, reçoivent un enseignement individualisé et adapté à leur culture et se rendent à l'école en toute sécurité, tout en interagissant pédagogiquement avec les enfants et leurs familles. Leur travail est essentiel pour soutenir les communautés éducatives et les

étudiant·e·s qui les composent - en particulier celles et ceux qui ont été historiquement exclu·e·s ou marginalisé·e·s.

Ce rapport documente la manière dont la privatisation et le déficit de financement public menacent les bonnes conditions qui permettent aux PSE de contribuer à la réalisation d'une éducation universelle, inclusive et de qualité. S'appuyant sur un passage en revue approfondi de la littérature, ainsi que sur des entretiens et des recherches participatives avec des PSE et des représentant·e·s syndicaux·ales organisés dans différentes régions, le rapport documente la façon dont les tendances mondiales de réduction du financement et d'externalisation des responsabilités dans l'enseignement public exposent les PSE à un risque accru de chômage, de dévalorisation et d'abandon sur le plan matériel.

Le rapport définit la privatisation comme un effort visant à restreindre la définition de ce qui est inclus et valorisé dans l'enseignement public sur la base de justifications économiques, sociales ou



technologiques. Il montre que les contributions que les PSE peuvent apporter à l'école sont inextricablement liées aux structures, aux politiques et aux décisions financières qui façonnent ce qui est inclus et valorisé dans l'enseignement public - et ce qui est rendu invisible. En particulier, le rapport illustre les effets négatifs des tendances actuelles à réduire l'enseignement public aux résultats d'apprentissage individuels et à l'enseignement en classe, plutôt que de protéger des visions plus globales de l'école publique.

En pratique, la privatisation prend la forme de mesures concrètes d'externalisation, d'austérité ou de démonopolisation des services publics qui reposent sur des définitions étroites de l'éducation. Le rapport examine les effets néfastes de telles mesures par rapport aux dimensions pédagogiques, matérielles et sociales du travail des PSE. Le rapport décrit ensuite les voies de résistance prometteuses partagées par des représentant·e·s syndicaux·ales et des PSE individuellement.

Dimension pédagogique :

Les PSE apportent des compétences uniques, des capacités relationnelles et des connaissances culturelles aux communautés éducatives d'une manière qualitativement différente et complémentaire de l'enseignement dirigé par l'enseignant·e. Pourtant, pour que les écoles puissent utiliser ces atouts, il est essentiel que les PSE soient intégré·e·s dans le projet pédagogique de l'école, qu'il·elle·s aient un rôle clairement défini, qu'il·elle·s soient capables de tisser des liens entre les écoles et les communautés et qu'il·elle·s aient la possibilité de mettre à jour leurs compétences et leurs connaissances.

Le rapport montre que la privatisation et les déficits de financement ont une incidence négative sur la probabilité que ces conditions se concrétisent.

La détérioration des conditions de travail et la pénurie de personnel entraînent des charges de travail de plus en plus lourdes et fragmentées, tandis que l'augmentation

de l'externalisation et des contrats précaires se traduit par des taux de rotation du personnel plus élevés. Pour les PSE, dont beaucoup sont qualifié·e·s de manière informelle, la fragmentation des tâches et l'absence de reconnaissance appropriée signifient souvent qu'il·elle·s sont contraint·e·s de circuler entre différents emplois dans différents lieux. Par conséquent, il·elle·s ne disposent pas du temps, des ressources et des relations nécessaires pour s'engager dans la collaboration et la formation qui leur permettraient de développer des approches pédagogiques intégrées dans les écoles.

Les déficits de financement incitent encore plus à l'externalisation et à l'embauche de personnel non qualifié, tout en réduisant les ressources disponibles pour le développement professionnel. Cette situation a des répercussions sur la qualité générale de l'enseignement et sur la capacité des écoles à servir les populations étudiantes historiquement marginalisées. En ce qui concerne les carrières des PSE, les contrats précaires et le manque d'accès au développement professionnel signifient également qu'il·elle·s risquent d'être relégué·e·s dans des postes mal rémunérés.

Dimension matérielle :

Les postes de PSE impliquent des conditions matérielles très différentes en fonction du rôle et du contexte local. Par conséquent, la privatisation et les déficits de financement ont des impacts différents sur les conditions matérielles telles que la charge de travail, les avantages sociaux, la rémunération et la sécurité au travail. Ces effets vont de l'augmentation des heures supplémentaires à la perte des avantages sociaux, en passant par la redéfinition du travail en tant que rôle "bénévole". Les effets sont particulièrement graves dans les pays du Sud et dans les fonctions exigeant des qualifications moins formelles.

Mais la dévaluation des services publics affecte l'ensemble des PSE et recoupe les aspects sexospécifiques et intersectionnels de certains rôles des PSE - qui sont plus

susceptibles d'être occupés par des femmes et des minorités ethniques. Même dans les pays où les postes de PSE sont encore pourvus par voie de concours et offrent des carrières stables avec une charge de travail, des avantages sociaux, un salaire et des conditions de sécurité raisonnables, la privatisation et le manque de financement aggravent les conditions de travail ou permettent aux employeurs de contourner les réglementations et d'embaucher du personnel par d'autres voies, plus précaires.

En conséquence, de nombreux membres du PSE ont vu leur salaire diminuer au cours des dernières décennies, en particulier dans les secteurs qui ont été externalisés. Leur travail est en outre dévalorisé par l'augmentation des heures supplémentaires qu'il·elle·s doivent effectuer pour remplacer leurs collègues, s'occuper des étudiant·e·s en détresse et résoudre les problèmes de la communauté scolaire, ainsi que par la réduction des avantages sociaux. Le rapport montre également comment les stratégies liées à la privatisation - notamment les contrats précaires et à court terme résultant de l'externalisation, les nouvelles formes de responsabilité en matière de performances et la déréglementation associée au choix de l'école - non seulement augmentent les niveaux d'insécurité de l'emploi, mais signifient également que certains PSE, comme par exemple celles et ceux en charge de l'entretien ou de l'alimentation et la nutrition, doivent de plus en plus travailler dans des environnements peu familiers qui menacent leur santé et leur sécurité.

Dimension sociale :

Parce qu'ils requièrent des qualifications formelles différentes et ont des degrés de visibilité différents, le statut social des rôles des PSE a toujours varié. Pour des raisons culturelles et structurelles, ainsi que pour des raisons de discrimination, la valeur pédagogique des tâches et des compétences d'un·e psychologue scolaire ou d'un·e enseignant·e, par exemple, est dans de nombreux endroits plus facilement reconnue que celle d'un·e employé·e au transport ou d'un·e agent·e de sécurité.

Le rapport montre que la privatisation risque de renforcer ces hiérarchies dans l'éducation. La détérioration des conditions de travail alourdit la charge de travail de celles et ceux qui occupent déjà des postes vulnérables et risque d'obscurcir davantage leur dimension pédagogique, les éloignant ainsi des communautés qu'il·elle·s soutiennent. La dévalorisation sociale expose ces fonctions à un risque accru d'externalisation et de licenciements, ce qui pourrait déclencher une spirale négative.

Mais la privatisation et le manque de financement public affectent également toutes les catégories de personnel de l'enseignement public, en dévalorisant le travail effectué dans le secteur par rapport à celui effectué à l'extérieur. Les compétences du·de la psychologue scolaire officiellement qualifié·e et de l'agent·e d'entretien informellement qualifié·e sont transférables à d'autres secteurs. Tou·te·s deux sont donc confronté·e·s à un dilemme : rester et voir leur travail dévalorisé par les stéréotypes négatifs sur le secteur public et par les notions sexistes selon lesquelles le travail éducatif est récompensé par l'"amour" plutôt que par le salaire et le statut, ou se tourner vers des secteurs plus rémunérateurs. Cette situation a des conséquences évidentes sur la capacité du secteur public à recruter et à conserver son personnel, ainsi que sur sa longévité structurelle. Mais cela a également un impact sur le niveau de syndicalisation et la voix des PSE, qui leur permet de participer à l'évolution des écoles et de la société et les y encourage.

Résistance :

Enfin, le rapport décrit quatre types de résistance partagés par des représentant·e·s syndicaux·ales et des PSE à titre individuel, qui ouvrent la voie à des moyens envisageables de contrer les développements évoqués.

Étant donné que les conditions de travail des PSE sont inextricablement liées aux définitions et aux conceptions du caractère l'"public" de l'éducation, la première stratégie consiste à reprendre une définition globale de l'enseignement public qui inclut à la fois les

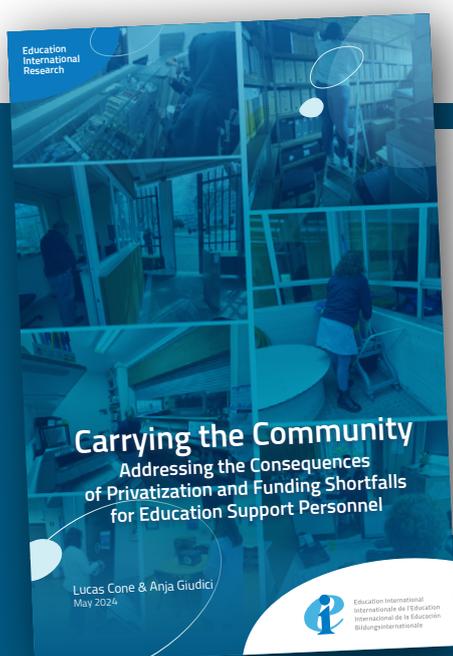
contributions des enseignant·e·s et des PSE en tant qu'éléments essentiels d'une éducation inclusive et de qualité. Cela nécessite à la fois un travail conceptuel pour aborder les hiérarchies entre les personnels éducatifs et des efforts stratégiques pour diffuser ce concept auprès des décideur·euse·s politiques, des communautés scolaires et du grand public.

Une deuxième série de stratégies vise à accroître la visibilité des PSE et de leurs contributions pédagogiques, et à montrer comment la privatisation menace ces dernières. Le rapport comprend des exemples de campagnes concrètes ciblant différents publics, à la fois en ligne et sur le terrain.

Troisièmement, nous partageons les stratégies que les représentant·e·s syndicaux·ales ont utilisées avec succès pour améliorer directement les conditions de travail des PSE, que ce soit en créant des coalitions plus larges pour défendre le secteur public, en renforçant les capacités ou en faisant du lobbying auprès des politicien·ne·s et des parties prenantes. Une dernière série de stratégies vise à affiner les arguments et les stratégies en s'adressant aux chercheur·euse·s et à la communauté internationale.

Pris dans son ensemble, le rapport démontre l'impact négatif et omniprésent de la privatisation et du manque de financement sur les conditions de travail des personnels de soutien à l'éducation. Mais il illustre également de manière frappante la valeur que les personnels de soutien à l'éducation ajoute à nos communautés éducatives. Dans le cadre de leur rôle, l'ensemble des PSE travaillent avec les enfants et les familles dans une optique éducative. En même temps, sans ces professionnel·le·s, les écoles ne seraient pas chaudes (ou froides) et propres, les enfants auraient faim, leurs problèmes de comportement et de santé ne seraient pas pris en charge et il·elle·s risqueraient de ne pas arriver à l'école en toute sécurité.

Nous espérons que ce rapport servira de base aux syndicats et à d'autres organisations pour discuter de la valeur et de la reconnaissance structurelle des PSE aux niveaux local et international. Il est essentiel de garantir de meilleures conditions pour les personnels de soutien à l'éducation afin d'offrir une meilleure éducation aux étudiant·e·s et de progresser vers des sociétés plus inclusives, plus solidaires et plus égalitaires.



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Le rapport complet, en anglais, peut être téléchargé ici : <https://eiie.io/2024carryingcommunity>

www.ei-ie.org
[#eduint](https://twitter.com/eduint)